



Contre-réforme des retraites : « équilibre, justice et progrès social » (E. Borne)

On en rirait presque si ça n'était pas si dégoûtant !

Ça y est ! La première sinistre, Élisabeth Borne, a dévoilé mardi le projet de contre-réforme des retraites qui murissait dans les boyaux du gouvernEMENT depuis des mois. Aucune surprise ni sur le fond ni sur la forme. Un bel étron et une nouvelle pierre à l'édifice antisocial que construisent nos dirigeant·e·s, sans aucun débat démocratique (cela va de soi quand il s'agit de cette caste). Le discours s'articule autour de trois idées, mensongères, mais destinées à emporter notre adhésion quant à ce recul de nos droits à la retraite.

MENSONGE 1 : cette réforme, c'est l'équilibre. Selon E. Borne, du fait d'un déséquilibre numérique entre actifs·ves et retraité·e·s, les déficits nous guettent... **FAUX** ! Le système de retraites est excédentaire de plus de 3 milliards €). Même le Conseil d'orientation des retraites, qui n'est pas une officine révolutionnaire, le confirme ! Donc, pour davantage de sécurité et d'équilibre, on peut trouver d'autres solutions : création d'emplois par une réduction du temps de travail des actifs, augmentation des salaires et des cotisations patronales, égalité salariale femmes/hommes. Des solutions alternatives existent, sans taper encore une fois sur les plus précaires.

MENSONGE 2 : cette réforme, c'est la justice. **Il fallait oser** ! Passé 60 ans, 65 % des salarié·e·s ne travaillent plus car au chômage, en arrêt maladie, en invalidité... Reculer l'âge de départ à 64 ans va donc prolonger ces situations précaires, accentuer le déficit de l'assurance maladie, générer d'autres coûts (chômage, RSA) et réduire les recettes des cotisations sociales. Par ailleurs, cette contre-réforme a pour corollaire de retarder l'accès à l'emploi des jeunes. Enfin, si le gouvernEMENT se préoccupait réellement de justice sociale, il aurait depuis longtemps agi en faveur des **5 millions de retraité·e·s pauvres**.

MENSONGE 3 : cette réforme, c'est le progrès social. Sur cette planète, il y a des **individus qui ne doutent de rien**, E. Borne en fait partie. D'abord, elle nous annonce, sans rire, que nous allons travailler plus longtemps, jusqu'à 64 ans, ce qui correspond à l'espérance de vie en bonne santé (tu bosses toute ta vie pour tomber malade à la retraite, ça fait rêver). Ensuite, elle fait miroiter une retraite minimum à 1 200 €, mais qui aura droit à cette « manne » providentielle (1 200 € par les temps qui courent, ça ne fait pas lourd) ? Celles et ceux qui auront effectué une carrière complète, ce qui **exclut les plus précaires** (encore une fois !)

Alors, si ce n'est pas nous, à qui va réellement profiter cette contre-réforme ? Aux plus riches (encore une fois !) Rappelons que le fonds d'investissement BlackRock, qui gère plus de 7 800 milliards de dollars d'actifs (3 fois le PIB de la France !), va pouvoir profiter de cette contre-réforme, en engrangeant l'épargne des classes supérieures qui vont se tourner vers les fonds de placements privés. D'ailleurs, une coopération entre les plus hautes sphères de l'État et cette société est avérée. Ainsi, en 2019, Larry Fink, PDG de BlackRock, était reçu par E. Macron, tandis que certains dirigeants de la filiale française étaient nommés à titre d'experts au sein du Comité Action Publique 2022, chargé de travailler sur les réformes de l'État et des retraites.

Encore une fois, nous sommes à la croisée des chemins. Se résigner à l'inacceptable recul de nos droits ou refuser de courber l'échine et se battre pour le maintien de l'âge légal de départ à 62 ans, voire son retour à 60 ans. D'ailleurs le gouvernEMENT prévoit une forte opposition à ce projet de contre-réforme puisqu'il a passé, fin 2022, un appel d'offres pour 38 millions d'euros de grenades lacrymogènes et assourdissantes (certainement dans un souci d'équilibre, de justice et de progrès social !)

La défense et la reconquête de nos droits suppose un engagement fort de chacun·e d'entre nous, dans une période déjà difficile.

À nous d'inventer les moyens qui permettront de faire pencher le rapport de force en notre faveur.

**C'est pourquoi nous appelons aux
GRÈVES ET MANIFESTATIONS
LE JEUDI 19 JANVIER**